

MONDE

Spy game. La Russie a vivement réagi après l'annonce des arrestations d'espions russes présumés aux Etats-Unis. « *Nous ne comprenons pas les causes qui ont poussé le ministère américain de la Justice à faire des déclarations publiques dans l'esprit des « histoires d'espions » du temps de la Guerre froide* », a martelé le ministère des Affaires étrangères russe. « *Il est fort déplorable que tout cela ait lieu dans le contexte de la « relance » des relations russo-américaines, annoncée par l'administration des Etats-Unis elle-même* », juge-t-il encore.

La visite de MEDVEDEV s'était pourtant bien passée. Les présidents Barack OBAMA et Dmitri MEDVEDEV avaient affiché une entente cordiale à Washington, le président américain saisissant cette occasion pour annoncer qu'une société d'Etat russe avait conclu un accord d'achat de 50 avions Boeing, pour un total de quatre milliards de dollars.

Le G20 s'entend sans s'étendre. Les 20 pays les plus industrialisés de la planète se sont engagés à réduire de moitié les déficits d'ici 2013, mais selon des modalités propres à chacun pour ne pas compromettre la reprise. Le compromis trouvé sur le communiqué final fait part de leur « priorité » axée sur la préservation et le renforcement de la reprise de l'économie mondiale, qualifiée de « fragile et inégale ». Unis pour soutenir la croissance, mais partagés sur le meilleur moyen de la consolider, les chefs d'Etat et de gouvernement ont ainsi trouvé un consensus sur ce dossier qui représentait le principal point d'achoppement entre Européens soucieux de réduire leur fort endettement et Etats-Unis désireux de soutenir la consommation pour dynamiser la croissance économique.

Le borbier afghan. Le général américain David PETRAEUS, futur chef de la coalition internationale, a été auditionné par le Congrès américain. Tout en admettant s'attendre encore à « de rudes combats » dans les prochains mois, le général a promis aux troupes de l'Otan de revoir l'application des règles restreignant le recours au soutien aérien pour protéger les civils, mais risquées pour les soldats. Ils ont essuyé en juin leurs pertes les plus lourdes depuis le début du conflit avec 100 tués en moins d'un mois.

GB go home ? Le Premier ministre britannique, David CAMERON, a affirmé qu'il souhaitait que les troupes britanniques soient rentrées d'ici 5 ans, sans toutefois fixer de calendrier précis de retrait d'Afghanistan.

EUROPE

Présidence belge. La Belgique prend, avec un gouvernement de transition, la présidence semestrielle de l'Union européenne. « *Nous serons d'abord au service des institutions européennes* », a prévenu le Premier ministre Yves LETERME, qui n'est en poste que pour gérer les affaires courantes jusqu'à ce qu'une nouvelle coalition gouvernementale soit mise en place à la suite des élections du 13 juin, remportées par les indépendantistes flamands. Ce qui est attendu au plus tôt en octobre. Le programme : aider à mettre en place une stratégie de sortie de crise et accélérer la régulation du secteur financier. Mais la vraie priorité sera institutionnelle : « donner de l'espace » au président permanent de l'UE, un autre Belge, M. Herman Van ROMPUY, et au Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité Catherine ASHTON.

Un jeune président allemand. Le candidat conservateur (CDU) Christian WULFF, 51 ans, actuel chef du gouvernement régional de Basse-Saxe, a été élu, après 3 tours de scrutin, aux fonctions de président fédéral. Celui qui est devenu le plus jeune président allemand a échoué à obtenir lors des deux premiers tours une majorité absolue des voix de l'Assemblée fédérale. La coalition au pouvoir disposait d'une majorité absolue de 644 voix. Au troisième tour, M. WULFF a obtenu 625 voix, contre 494 voix pour le candidat soutenu par les sociaux-démocrates et les Verts Joachim GAUCK, 70 ans. 121 délégués se sont abstenus.

Pologne : second tour de l'élection présidentielle ce 4 juillet. M. KOMOROWSKI, président de la chambre basse du Parlement et chef de l'Etat par intérim, est crédité de 52,1% des intentions de

vote, contre 41,6% pour M. KACZYNSKI, frère jumeau du président polonais défunt et chef du parti Droit et justice (PiS, opposition), selon un sondage publié quelques jours avant ce second tour.

La Hongrie a choisi son nouveau chef d'Etat. Le parlement hongrois a élu Pal SCHMITI, soutenu par le parti conservateur Fidesz du Premier ministre Viktor ORBAN, comme nouveau chef de l'Etat ; une fonction essentiellement honorifique. M. SCHMITI, 68 ans, a recueilli 263 voix, tandis que 59 députés ont voté pour le candidat socialiste Andras BALOGH et 44 autres se sont abstenus.

La République tchèque va avoir un nouveau Premier ministre. À l'issue des législatives des 28 et 29 mai, le président tchèque, Vaclav KLAUS, a annoncé qu'il allait désigner Petr NECAS, chef du parti de droite ODS. Le Premier ministre sortant Jan FISCHER a présenté vendredi la démission de son cabinet intérimaire, au lendemain de la session constituante de la nouvelle chambre basse

L'Irlande s'en sort. Le pays est officiellement sortie de la récession au premier trimestre, son PIB ayant augmenté de 2,7% par rapport au trimestre précédent, mettant fin à deux ans de chute, a annoncé l'Office central des statistiques irlandais, le CSO.

Limitation de bonus. Sauf surprise au Parlement européen, les bonus des banquiers seront limités dès l'année prochaine. Les négociateurs du Parlement et du Conseil se sont mis d'accord sur le projet de directive « Capital Requirements Directive III » (CRD3) qui vise à plafonner la rémunération des traders et des dirigeants des banques et fixe de nouvelles règles concernant les fonds propres des établissements financiers. Un communiqué du Parlement souligne : « Il s'agira à l'échelle mondiale, du premier plafond imposé à la rémunération des banquiers ».

L'UE fait un pas vers la Turquie. Un nouveau chapitre concernant les aspects de sécurité alimentaire, vétérinaire et phytosanitaire a été ouvert à Bruxelles. C'est le treizième depuis le début des négociations en 2004. Un seul a toutefois été bouclé.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Burundi. Le président sortant Pierre NKURUNZIZA a été réélu pour un second mandat avec 91,62% des voix lors de l'élection présidentielle boycottée par l'opposition, a annoncé le président de la commission électorale.

Les indépendances africaines à Washington. Le président Barack OBAMA a invité en août 18 dirigeants africains pour fêter les 50 ans d'indépendance de leurs pays.

Marée noire : et maintenant les ouragans. L'ouragan Alex, le premier de la saison cyclonique dans l'Atlantique, balayait le nord-est du Mexique avec des pluies torrentielles et des vents violents ce jeudi après avoir perturbé les opérations de nettoyage dans le golfe du Mexique.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Remaniement ministériel en octobre. Le président de la République l'a confirmé en recevant, comme chaque mois, les députés UMP. Cette rencontre se déroulait alors que le gouvernement et la majorité sont soumis à des tensions en raison des développements de l'affaire BETTENCOURT, et des dissensions qui interviennent au sein de la majorité sénatoriale sur le projet de loi portant réforme des collectivités territoriales. Deux hypothèses avancées :

- le maintien de François FILLON à la tête d'un gouvernement très resserré et profondément remanié ;
- un changement de Premier ministre. Dans ce cas, plusieurs noms sont actuellement évoqués : celui de Michèle ALLIOT-MARIE, ministre d'Etat, Garde des Sceaux, ancien président du RPR ; et celui de Jean-Louis BORLOO, président du Parti radical, qui viserait à privilégier l'électorat centriste et écologiste. Le nom de Christine LAGARDE, Ministre de l'Economie à la compétence reconnue internationalement et dont la longévité au gouvernement est remarquable, circule également.

La sanction des dérapages. Evoquant « certains comportements de ministres qui ne (lui) ont pas plu » et qui entraîneront des « conséquences », Nicolas SARKOZY a égrené plusieurs affaires : « avion », « cigare », « nature d'hôtel »... allusion à Christian BLANC et ses cigares, Alain JOYANDET et la location d'un avion privé ou l'agrandissement sujet à polémiques de sa maison, Christian ESTROSI ou Fadela AMARA et les controverses autour de leur logement, Rama YADE et ses voyages, « ceux dont je me rappellerai les noms en temps voulu », a-t-il dit, selon le député Guy LEFRAND.

WOERTH soutenu. Le président de la République a renouvelé son soutien à Eric WOERTH, ministre du Travail et trésorier de l'UMP. « Si Eric WOERTH ne portait pas la réforme » des retraites,

« il n'y aurait rien à lui reprocher. Eric est l'honnêteté faite homme et je l'apprécie beaucoup ». « Y a-t-il eu un scandale financier avec l'UMP ? Non ! Alors qu'avec le RPR, il y en a eu quelques-uns », a-t-il ajouté. « Quand Pierre BERGE », soutien de Ségolène ROYAL, « achète "Le Monde", on dit c'est la démocratie mais quand Mme BETTENCOURT donne 7.500 euros à l'UMP, elle a le droit aussi, non ? » a lancé Nicolas SARKOZY.

Sur l'affaire BETTENCOURT, Nicolas SARKOZY a affirmé qu'elle n'avait « pas bénéficié d'un avantage fiscal ». « A aucun moment le ministre du Budget (alors Eric WOERTH) n'a donné une instruction de quelque nature que ce soit ». Liliane BETTENCOURT « est la femme la plus riche de France » et « je ne veux pas qu'elle foute le camp en Suisse ».

Elle accuse ! Ségolène ROYAL, a dénoncé un « système Sarkozy corrompu », suscitant une vague d'indignation de la droite, qui l'a renvoyée aux « mauvaises pratiques » de l'ère Mitterrand. « C'est un pouvoir qui mélange les biens privés et les biens publics », « c'est un pouvoir qui perd tout sens du bien commun », un « pouvoir qui profite d'une totale impunité », a lancé la présidente de Poitou-Charentes, interrogée sur l'affaire BETTENCOURT. Réclamant une « enquête impartiale » sur cette affaire, Mme ROYAL s'est indignée : « dans quel autre pays, un ministre serait encore en place dans les conditions que les Français connaissent aujourd'hui ? ».

Les réactions à droite ne se sont pas fait attendre : pour Nadine MORANO, « Ségolène ROYAL est purement démagogique et curieusement nostalgique ». « On n'est plus dans une époque où François MITTERRAND élevait sa fille cachée et entretenait sa maîtresse aux frais de la République », a-t-elle lancé. Son collègue Marc-Philippe DAUBRE5SE (Jeunesse) a dénoncé des « propos inadmissibles ».

Le PS rénové. Les militants socialistes ont adopté à 76,93% le projet de rénovation de leur parti, qui précise notamment les modalités d'organisation des primaires et instaure le non-cumul des mandats, selon les résultats définitifs du scrutin. 14,92% des militants se sont prononcés contre et 7,82% se sont abstenus. Le taux de participation a été de 34,16% sur 167 162 inscrits. Le texte doit être définitivement entériné par une Convention nationale. Deux autres conventions sont prévues d'ici à la fin de l'année (« International » et « Egalité réelle ») sur lesquelles les militants seront également appelés à voter.

Front national : la course à la succession est ouverte. Candidats à la succession de Jean-Marie LE PEN, qui passera la main lors du Congrès de Tours, les 15 et 16 janvier 2011 : Marine LE PEN, vice-présidente exécutive du FN, députée au Parlement européen, conseillère régionale du Nord-Pas-de-Calais, et Bruno GOLLNISCH, député au Parlement européen, conseiller régional de Rhône-Alpes et également vice-président exécutif du FN. Mme LE PEN en a obtenu 68 et M. GOLLNISCH 30. Les adhérents du parti, dont le nombre n'est pas connu, voteront par correspondance avant le congrès. M. LE PEN a affiché sans surprise son soutien à sa fille Marine, estimant qu'elle avait « les qualités nécessaires » pour lui succéder et se présenter à l'Élysée, alors que M. GOLLNISCH ferait selon lui « un très bon ministre des Affaires étrangères ».

PARLEMENT – FIN DE LA SESSION ORDINAIRE

Assemblée nationale

Le Parlement a adopté définitivement le projet de loi dit « Grenelle II » et la proposition de loi pour lutter contre les violences conjugales, après les votes conformes des députés.

Sénat

Réforme des collectivités territoriales. L'examen des articles qui posent problème a été reporté. Les divergences sont en effet persistantes sur le mode d'élection controversé des futurs conseillers territoriaux. Les Centristes demandent des aménagements. L'UMP ne dispose pas de la majorité absolue au Sénat.

CONSEIL DES MINISTRES

Accord entre la France et l'Irak relatif à la coopération dans le domaine de la défense, qui assure aux membres du personnel français le bénéfice des privilèges et immunités dont jouissent les membres du personnel administratif et technique des missions diplomatiques.

Décret relatif à la suppression de commissions et instances administratives.

Communications. La révision générale des politiques publiques : bilan et nouvelles mesures. Le Ministre du Budget annonce 10 milliards d'euros d'économies supplémentaire d'ici 2013 en 150

nouvelles mesures. Selon François BAROIN, 78% des mesures progressent conformément au calendrier prévu. La dette publique de la France a atteint fin mars 1.535,5 milliards d'euros. Pour les affaires étrangères, voir la rubrique « Français de l'étranger & Affaires diplomatiques ».

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Les hausses de juillet...

- **Énergie.** Après une première hausse de 9,7% en avril dernier, GDF augmentent une nouvelle fois ses tarifs de 2% à 4,7%. Soit une hausse de la facture de huit euros par an pour ceux qui utilisent le gaz pour l'eau chaude et la cuisine et de 45 euros par an pour ceux qui l'utilisent également pour se chauffer. Au total en 2010, les prix du gaz auront augmenté d'environ 15%.

- **le prix du ticket de métro** vendu à l'unité passe de 1,60 à 1,70 euros (+6,25%) et celui du carnet de 10 tickets de 11,60 euros à 12 euros (+3,45%). Le coupon mensuel zones 1 et 2 (Paris et proche banlieue) passe de 56,60 à 60,40 euros (+6,7%).

- **Train** : augmentation de 2,5% pour les trains Corail, Intercités et TER. Donc une hausse du billet de 10 centimes à 2,30 euros suivant la destination. En revanche le prix des cartes de réduction (Cartes 12-25, Senior, Escapades et Enfant+) ne bouge pas.

- **le prix du timbre** passe de 56 à 58 centimes d'euro. En moyenne, les tarifs augmentent de 1,6%.

- **les 2 millions de chômeurs** vont voir leurs allocations en hausse de 1,2%.

- **le salaire des 5,2 millions de fonctionnaires** sera augmenté de 0,5% au 1er juillet, puis gelé en 2011. - **les sanctions pour les entreprises** de plus de 20 salariés qui n'emploient aucune personne handicapée et qui n'ont engagé aucune action en faveur de l'emploi des handicapés sont multipliées par trois, passant à environ 13.000 euros par personne manquante.

Du beurre sur les passeports. Les passeports sont facturés plus chers au citoyen qu'ils ne coûtent à l'administration, et l'écart s'est creusé avec la mise en place du passeport biométrique, révèle une enquête de la Cour des Comptes. Le coût réel d'un passeport biométrique serait de 55 euros quand l'Etat en demande 89, soit une différence de 62%. Le ministère de l'Intérieur répond que le « *coût moyen* » d'un passeport biométrique est de 68 euros pour l'utilisateur et qu'il n'y a pas « *une grosse marge bénéficiaire* ».

Petit moral. L'indicateur qui mesure le moral des ménages a encore perdu un point en juin par rapport à mai pour atteindre -39 selon l'INSEE. Il s'agit du 5^{ème} mois consécutif de baisse de cet indicateur, qui a chuté de 9 points depuis janvier.

Quand l'immobilier va... Hausse du nombre de mises en chantier de 14,6%, à 80.593, pour la période mars-avril-mai. Les prix de vente moyen des appartements anciens continuent leurs fortes hausses à Paris (+3,7%) et en Ile-de-France (IDF, +1,9%) pour février - avril 2010.

L'addition moins salée ? La direction générale du Trésor estime que les prix dans la restauration ont diminué de 2,5% grâce à la baisse de la TVA, un chiffre plus proche des 3% exigés par le gouvernement que le recul enregistré par l'INSEE (1,3%). Dans son calcul, la direction du Trésor intègre l'inflation « sous jacente », c'est-à-dire l'évolution qu'auraient suivi les prix s'il le taux de la TVA n'avait pas été réduit il y a un an dans la restauration.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Pas de 14 juillet, sauf pour les Français de l'étranger ! Après l'annulation de la Garden party à l'Élysée et compte tenu du « contexte budgétaire actuel », le ministre des Affaires étrangères et européennes, Bernard KOUCHNER, a décidé de ne pas organiser de réception au ministère à l'occasion de la Fête nationale (comme un grand nombre de ministères). Mais, les postes à l'étranger ne seront pas concernés par cette mesure et les ambassadeurs pourront donc inviter les communautés françaises et leurs hôtes à l'étranger à fêter la Révolution française de 1789.

Prise en charge des frais de scolarité des lycées français à l'étranger. Le rapport dont ont été chargées les parlementaires Sophie JOISSAINS et Geneviève COLOT sera remis au Président de la République à la mi-juillet. Les recommandations devraient être appliquées dès la rentrée.

2^{ème} RGPP – Affaires étrangères. Les axes présentés en Conseil des Ministres :

- Poursuivre l'adaptation du réseau diplomatique.
- Faciliter le pilotage du réseau diplomatique grâce à des outils et processus de contrôle de gestion.
- Réorganiser l'administration centrale du ministère.
- Elaborer un plan triennal (2011-2013) d'évolution du réseau culturel et de coopération.

- Optimiser les processus métier consulaires, afin d'améliorer la qualité de service à l'usager et de garantir la mise en œuvre dans les meilleures conditions des procédures applicables.
- Optimiser les processus RH de gestion administrative et de paie.
- Harmoniser les processus budgétaires, de pilotage et de contrôle de gestion.
- Etudier la possibilité d'une simplification de la comptabilité publique à l'étranger.
- Consolider la mise en place du Service central des achats.
- Poursuivre la rationalisation des services généraux.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

L'Homme est une île. Près d'un Français sur dix souffre de grande solitude, un phénomène de plus en plus précoce, selon une enquête de la Fondation de France. 4 millions de personnes, soit 9% de la population, vivent dans un état d'isolement absolu, coupés de tout réseau social, à commencer par la famille et les amis. Ces derniers ont moins de 3 « contacts directs » dans une année, c'est-à-dire qu'ils ne tiennent pratiquement aucune conversation personnelle avec autrui... Même si la solitude touche d'abord les seniors, 16% des plus de 75 ans, elle frappe aussi la tranche d'âge des 40-49 ans (9%), des 50-59 ans (11%) et des 60-74 ans (15%).

18% des seniors sont encore sur le marché du travail à 62 ans, selon le ministère de l'Emploi, et il s'agit le plus souvent de travailleurs indépendants, ou de salariés exerçant une profession intellectuelle supérieure ou cadres. L'activité des seniors décroît rapidement après 54 ans précise l'étude. Ainsi, « à 59 ans, plus d'un senior sur deux s'est retiré du marché du travail » et « à 60 ans, ils ne sont plus que trois sur dix à être actifs ».

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

Coup de vieux. Des fossiles découverts au Gabon seraient vieux de 2,1 milliards d'année... On estimait que les premières formes de vie apparues sur Terre dataient d'il y a 3,5 milliards d'années. Des organismes à une seule cellule, comme les bactéries. L'origine de la vie complexe multicellulaire était estimée elle à 600 millions d'années d'ici. Mais la découverte de ces fossiles gabonais « repousse le curseur de 1,5 milliard d'années », déclare Abderrazak El ALBANI, géobiologiste.

CARNET

Sport

Le Tour de France... De ce samedi 3 au dimanche 25 juillet 2010, le 97^{ème} Tour de France comprendra 20 étapes et 1 prologue pour une distance de 3 642 kilomètres. 22 équipes au départ, dont 4 françaises. Tous les détails sur la course : http://www.letour.fr/fr/homepage_courseTDF.html

Nominations

Nicolas de LA GRANDVILLE, ancien conseiller technique à la cellule diplomatique de la présidence de la République, jusqu'alors adjoint au chef du protocole au Quai d'Orsay, serait nommé chef du protocole de la Commission européenne.

Ludovic POUILLE, devrait être nommé ministre conseiller à Rabat.

Christian RAMAGE, jusqu'alors consul général adjoint à Hong Kong, consul général à Karachi.

Alexandre ZIEGLER, conseiller de coopération et d'action culturelle à Pékin, devrait être nommé chef du service des programmes et du réseau à la direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats au Quai d'Orsay.

Jean-François CORDET, reconduit à la direction générale de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – OFPRA.

Florian BLAZY, conseiller juridique au cabinet d'Eric BESSON, nommé premier secrétaire à l'ambassade de France à Mexico.

François VUILLEMIN, ancien membre du cabinet de Francis MER à Bercy, est nommé directeur régional de l'ADETEF pour le Vietnam, le Cambodge, le Laos et la Thaïlande, en résidence à Hanoï.

Michel SUCHOD, ancien député et conseiller général de la Dordogne, jusqu'alors conseiller spécial au cabinet de Jean-Marie BOCKEL, est nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire.

Jean-Pierre LABOUREIX, ministre conseiller pour les affaires économiques et commerciales à Londres, est nommé conseiller maître à la Cour des Comptes au tour extérieur.

Laurence PARISOT, seule candidate, a été réélue à la Présidence du MEDEF.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr